

Ecrit par le 4 avril 2025

# Avignon, Mobilisation pour le Ségur de la santé, près de 100 personnes du secteur privé rassemblées

**La mobilisation de mercredi 28 septembre a réuni près d'une centaine de personnes 'des métiers de l'humain' à Avignon devant la Cité administrative. Parmi eux ? De nombreuses organisations des métiers du soin et du secteur privé non lucratif pour l'accompagnement de publics fragilisés. Et aussi des associations, des mutualistes, des familles, des travailleurs sociaux de Provence-Alpes-Côte d'Azur et de Corse venus à l'appel de la mobilisation nationale.**

## L'enjeu ?

L'opération #QuiPrendSoinDeNous ? Met l'accent sur les conditions de travail, la revalorisation des salaires des professionnels de santé et de l'accompagnement du secteur privé non lucratif, dédiés au soin aux autres. En clair ? Tous de grands oubliés du Ségur de la santé, notamment de la revalorisation des salaires et de la prime mensuelle de 183€ net allouée à 1,5 million de professionnels du secteur public après les accords du Ségur... restées lettre morte pour le secteur privé.

## Sur le terrain

De fait, les disparités de traitement entre le secteur public et privé ont affaibli durablement la motivation de professionnels déjà abimés par les cadences infernales, le peu de rémunération et de valorisation de leurs métiers. A tel point que même le graal : le Contrat à durée indéterminée (CDI) ne fait plus recette contraignant les professionnels à travailler en permanence en sous-effectif. Pour eux c'est toute la chaîne d'aide de la personne de service en passant par le secrétariat, les personnels de service et les professionnels de l'accompagnement qui doivent bénéficier de cette revalorisation salariale, car tous sont liés aux métiers de l'humain.

Ecrit par le 4 avril 2025



Marie-Christine Liénard

### **Pour la Mutualité Française**

«De nombreux professionnels du secteur non lucratif travaillant en établissements sanitaires, hôpitaux, soins de suite, crèches, psychiatrie, services d'hospitalisation à domicile, dans des établissements et services de protection de l'enfance, pour personnes âgées, en situation de handicap ou de précarité se mobilisent pour alerter sur la crise que traversent les métiers de l'humain et sur les enjeux 'du prendre soin' assure Marie-Christine Liénard, administrateur à l'Union territoriale Paca-Sam (Service de soin et d'accompagnement mutualiste) de la Mutualité Française. Les revendications portent sur la reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement comme : Assurer un traitement équitable entre le secteur public et le secteur privé non lucratif, notamment en termes de tarification des activités sanitaires et mise en œuvre des différents Ségur ; L'extension du Ségur à tous les métiers quelle que soit la structure et La compensation de la perte du pouvoir d'achat due à l'inflation pour les salariés.»

### **En chiffre**

Ecrit par le 4 avril 2025

Le secteur privé non lucratif représente près de 1,2 million de professionnels dans les champs sociaux, médico-sociaux et sanitaires œuvrant au sein d'établissements, de services ou à domicile, aux activités essentielles à la vie des Français. Le secteur social et médico-social associatif accueille 70 corps de métiers différents et près de 600 000 salariés. Il a connu une augmentation de ses effectifs de près de 12% en 5 ans et 3,4 % de croissance annuelle de l'emploi sur la dernière décennie. En parallèle, le nombre de candidats dans les écoles qui forment aux métiers du soin et du travail social est en baisse depuis plus de 10 ans (- 39 % entre 2010 et 2017), nécessitant d'élargir les cibles potentielles des candidats et les accompagner dans des parcours de formation.

### **Les organisations qui ont appelé à la mobilisation**

Sont, entre autres, URIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux), CNAPE (Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant), FAS (Fonds d'Aide Sociale), UNAPEI (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés), MUTUALITE , ALID (Association pour le logement et l'insertion des plus démunis), NEXEM (nouvelle organisation professionnelle des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif), FEHAP (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privée), Addictions France, APF (Association des paralysés de France), FN3S (Fédération Nationale des Services Sociaux Spécialisés Protection de l'Enfance), UNA (Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles), UNAF0 (Union professionnelle du logement accompagné), URAHJ (Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes en Ile-de-France), URCLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes).

Près de 100 personnes se sont mobilisées pour ne plus être les oubliées du Ségur

---

# **Mutualité, Mercredi 28 septembre journée de mobilisation nationale pour la prise en charge du soin**

**Rendez-vous à Avignon, Mercredi 28 septembre à 10h30, devant la Cité administrative Cours Jean Jaurès.**

Plus de 15 organisations des métiers du soin et de l'accompagnement du secteur privé non lucratif acteurs associatifs et mutualistes se rassembleront en Provence-Alpes-Côte d'Azur et en Corse.

### **La raison ?**

Alerter le grand public sur la dégradation des conditions des professionnels et sur les enjeux du prendre soin. Leurs revendications : La reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement afin que les

Ecrit par le 4 avril 2025

personnes vulnérables puissent continuer à vivre dans la dignité.

### **En clair**

Les professionnels du sanitaire, du social et du médico-social demandent la mise en œuvre du financement des mesures Ségur et Laforcade annoncées par le Gouvernement ; La revalorisation salariale ; Une égalité de traitement pour tous les métiers ; La compensation de la perte du pouvoir d'achat ; La reconnaissance des métiers du soin et de l'accompagnement afin que les personnes vulnérables puissent continuer à vivre dans la dignité.

### **Ce que disent les chiffres**

Le secteur social et médico-social associatif représente 70 corps de métiers différents, près de 600 000 salariés. Il a connu une augmentation de ses effectifs de près de 12 % en 5 ans et 3,4 % de croissance annuelle de l'emploi sur la dernière décennie. En parallèle, le nombre de candidats dans les écoles qui forment aux métiers du soin et du travail social est en baisse depuis plus de 10 ans (- 39 % entre 2010 et 2017).

### **Ils expliqueront les raisons de cette mobilisation nationale**

- . Marseille à 10h sous l'ombrière du Vieux Port, Quai de Rive neuve ;
- . Digne-les-Bains à 10h devant le CD/Préfecture, 13 avenue du Dr Romieu ;
- . Nice à 10h devant le Cadam, 147 boulevard du Mercantour ;
- . Toulon à 11h dans les locaux du FJT Central'Place, 11 place d'armes ;
- . Avignon à 10h30 devant la cité administrative, Cours Jean Jaurès ; . Et aussi les Hautes-Alpes et la Corse ;

### **Qui sont-ils ?**

URIOPSS (Union nationale interfédérale des œuvres et organismes privés non lucratifs sanitaires et sociaux), CNAPE (Convention Nationale des Associations de Protection de l'Enfant), FAS (Fonds d'Aide Sociale), UNAPEI (Union nationale des associations de parents d'enfants inadaptés), MUTUALITE , ALID (Association pour le logement et l'insertion des plus démunis), NEXEM (nouvelle organisation professionnelle des employeurs du secteur social, médico-social et sanitaire à but non lucratif), FEHAP (Fédération des Etablissements Hospitaliers et d'Assistance Privée), Addictions France, APF (Association des paralysés de France), FN3S (Fédération Nationale des Services Sociaux Spécialisés Protection de l'Enfance), UNA (Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services aux Domiciles), UNAFO (Union professionnelle du logement accompagné), URAHJ (Union Régionale pour l'Habitat des Jeunes en Ile-de-France), URCLLAJ (Comité Local pour le Logement Autonome des Jeunes).

MH

Ecrit par le 4 avril 2025

# Pertuis : mobilisation pour la préservation des terres agricoles



Près de 800 personnes viennent de participer à un week-end de mobilisation pour la défense des terres agricoles et naturelles du bord de Durance. Baptisé 'Charivari' ce carnaval revendicatif visait à alerter sur les risques d'artificialisation de 86 hectares de terres agricoles et naturelles, en plaine inondable de Durance, afin de doubler la superficie actuelle de la zone d'activité existante.

Organisé par les occupants de la Zap (Zone à patates, en référence à la culture locale traditionnelle de Pertuis) et soutenue par [Confédérations paysannes de Paca](#) et de nombreux collectifs et associations locales comme [Terres Vives Pertuis](#), [SOS Durance Vivante](#) et le [COLL·E·C](#) (Collectif d'échanges citoyens du Pays d'Aix), cette opération avait pour objectif de « s'opposer aux expulsions, aux expropriations et pour l'abandon du projet d'extension de la Zone d'activité économique ». Pour les acteurs de cette mobilisation sans précédent concernant ce dossier, ce projet n'a aucune « réelle justification économique ».

Ecrit par le 4 avril 2025

Ensuite, dans la soirée plus de 1 000 personnes avaient fait le déplacement pour participer à un marché paysan et d'artisanat, un bal traditionnel et des concerts. Le dimanche, discussions entre différents lieux de luttes de France et d'autres pays frontaliers, venus soutenir la ZAP, chantiers participatifs et concerts jazz ont clôturé ces deux journées.



### Mobilisation sans précédent

« Il s'agit de la plus grosse mobilisation sur Pertuis, pour s'opposer à ce projet emblématique de l'échec des politiques publiques dans l'arrêt annoncé de l'artificialisation des terres agricoles et naturelles, poursuivent les organisateurs. Chaque fois que nous faisons disparaître des terres agricoles locales, nous augmentons notre dépendance aux produits importés, aux énergies fossiles et à la géo-politique mondiale. »

### Incidents chez Pellenc

Le samedi, si la manifestation s'est déroulée pacifiquement le passage devant les vitrines d'exposition des véhicules agricoles du groupe Pellenc a été marqué par quelques incidents.

« Les murs et les machines agricoles exposées ont été la cible d'une vingtaine de personnes impossible à identifier et incontrôlables », regrette la Confédération paysanne Paca qui condamne fermement « toute action de violence et de dégradation. Ce type d'agissement ne fait pas partie de ses modes d'actions. Cependant, ces dégâts matériels ne doivent pas faire oublier que l'importance de préserver les terres agricoles est de plus en plus forte. L'urgence climatique et sociale ainsi que l'autonomie alimentaire

Ecrit par le 4 avril 2025

doivent devenir des priorités. Ces dégradations ne doivent pas faire oublier les nombreux manquements, passages en force, défauts de justification, incohérences et entorses à la loi qui entachent les différents dossiers inhérents aux autorisations nécessaires à la destruction de ces terres agricoles. »

Depuis 2019, des actions de communication et de tractages, des recours en justice, puis l'occupation des terres par la remise en culture (légumes et verger) se sont multipliées pour faire barrage au projet.

L.G.

